

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6 allées marines
64 100 Bayonne

Bayonne, le 27/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DUBOS TP - Anglet

Avenue de l'Adour
64 600 Anglet

Références : UBD40-64/D2026
Code AIOT : 0005202375

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2026 dans l'établissement DUBOS TP - Anglet implanté Avenue de l'Adour 64 600 Anglet. L'inspection a été annoncée le 17/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi des rejets atmosphériques

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUBOS TP - Anglet
- Avenue de l'Adour 64600 Anglet
- Code AIOT : 0005202375
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DUBOS TP exploite une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers d'une capacité autorisée de 100 t/h sur la commune d'ANGLET depuis le 29 juillet 1986. L'arrêté préfectoral n°04/IC/317 du 13 juillet 2004 définit les prescriptions applicables sur le site. l'arrêté

préfectoral complémentaire n°2375/2010/001 du 26 mars 2010 autorise le remplacement et le déplacement de la centrale d'enrobage.

Suite à la parution du décret n°2019-292 du 9 avril 2019, le régime applicable à l'installation est celui de l'enregistrement.

Thèmes de l'inspection : Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 26/03/2010, article 23	Sans objet
2	Prévention pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 26/03/2010, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les valeurs réglementaires concernant les rejets atmosphériques de son site encadrés par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2375/2010/0001 en date du 26 mars 2010.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2010, article 23											
Thème : Risques chroniques, Générateurs thermiques											
Prescription contrôlée : Chaudière du tambour sécheur : Puissance thermique en MW : 16,6 - Combustibles : Gaz naturel. Les gaz issus de la chaudière du tambour sécheur seront rejetés à l'atmosphère par une cheminée dont la hauteur ne sera pas inférieure à 20 mètres, avec une vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale au moins égale à 8 m/s. Les gaz issus de la chaudière du tambour sécheur respectent les valeurs suivantes :											
<table><tr><td></td><td>Concentrations maximales en mg/Nm³</td></tr><tr><td>Poussières</td><td>40</td></tr><tr><td>SO2</td><td>150</td></tr><tr><td>Nox en équivalent NO2</td><td>100</td></tr><tr><td>COV</td><td>110</td></tr></table>			Concentrations maximales en mg/Nm ³	Poussières	40	SO2	150	Nox en équivalent NO2	100	COV	110
	Concentrations maximales en mg/Nm ³										
Poussières	40										
SO2	150										
Nox en équivalent NO2	100										
COV	110										
Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes : gaz humide, température 273 K, pression 101,3 KPa.											
Constats : Le brûleur de chauffage du tambour sécheur de la centrale utilise du gaz naturel. Les rejets à l'atmosphère du brûleur, s'effectuent par une cheminée unique de 20 mètres de hauteur. Les gaz issus de la chaudière du tambour sécheur sont rejetés à l'atmosphère avec une vitesse d'éjection de 16,9 m/s, vitesse mesurée et indiquée dans le rapport de l'APAVE en date du 16/10/2025, soit le double de la vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale au moins égale à 8 m/s imposés par les prescriptions réglementaires à l'article 23-2 de l'arrêt complémentaire n°04/IC/317 en date du 26/03/2010. Les résultats des mesures atmosphériques réalisées le 16/10/2025 sont les suivants :											
<table><tr><td>Concentrations maximales en mg/Nm³ arrêté complémentaire n°04/IC/317 en date du 26/03/2010.</td><td>Résultat analyse du 16 /10/2025</td></tr><tr><td>Poussières : 40</td><td>Poussières : 11,8</td></tr><tr><td>SO2 : 150</td><td>SO2 : 1,04</td></tr><tr><td>Nox en équivalent NO2 : 100</td><td>Nox en équivalent NO2 : 26</td></tr><tr><td>COV : 110</td><td>COV : 14,3</td></tr></table>		Concentrations maximales en mg/Nm ³ arrêté complémentaire n°04/IC/317 en date du 26/03/2010.	Résultat analyse du 16 /10/2025	Poussières : 40	Poussières : 11,8	SO2 : 150	SO2 : 1,04	Nox en équivalent NO2 : 100	Nox en équivalent NO2 : 26	COV : 110	COV : 14,3
Concentrations maximales en mg/Nm ³ arrêté complémentaire n°04/IC/317 en date du 26/03/2010.	Résultat analyse du 16 /10/2025										
Poussières : 40	Poussières : 11,8										
SO2 : 150	SO2 : 1,04										
Nox en équivalent NO2 : 100	Nox en équivalent NO2 : 26										
COV : 110	COV : 14,3										
L'exploitant respecte les valeurs réglementaires de l'arrêt complémentaire n°04/IC/317 en date du 26/03/2010 qui encadrent ses rejets atmosphériques.											
Type de suites proposées : Sans suite											

N° 2 : Prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2010, article 24
Thème : Risques chroniques, Contrôles et surveillance
Prescription contrôlée : Le fonctionnement des appareils d'épuration devra être contrôlé en permanence. Dans le mois suivant la mise en service de la nouvelle unité de fabrication d'enrobé, puis une fois par an, l'exploitant fait effectuer par un organisme agréé par le ministère de l'environnement, une mesure du débit rejeté ainsi que des teneurs en oxygène, oxyde de soufre, poussières, oxyde d'azote et les composés organiques volatils dans les gaz rejetés à l'atmosphère de la chaudière du tambour sécheur, selon les méthodes normalisées en vigueur. Les résultats des mesures et analyses sont adressés au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées. Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. L'ensemble des résultats prescrit au présent article doit être conservé pendant une durée d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques ont été analysés chaque année par la société agréée APAVE et les résultats de ces analyses ont été transmis à l'inspection des installations classées. Ces analyses ont montré des non-conformités concernant les poussières en 2023 et 2024, comme indiqué ci-dessous avec des valeurs très largement supérieures aux VLE de l'arrêté complémentaire du 26/03/2010 : Rapports de rejets atmosphériques : <ul style="list-style-type: none">• Rapport des rejets du 21/09/2022 : résultats conformes• Rapport des rejets du 12/10/2023 après remplacement de 50 filtres à manches (facture Benarrow du 05/09/22) : résultats non conformes sur la teneur en poussières - Concentration gaz humide à 17% de O₂ de 357 mg/m³ au lieu des 40 mg/m³ maximum autorisés• Rapport des rejets du 24/04/2024 après remplacement de 100 filtres à manches (facture Link2Tech du 15/12/2023) : résultats non conformes sur la teneur en poussières - Concentration gaz humide à 17% de O₂ de 480 mg/Nm³ au lieu des 40 mg/Nm³ maximum autorisés.• Rapport des rejets du 23/08/2024 après travaux de remplacement intégral des 414 filtres à manches (facture Benninghoven du 24/07/2024) : résultats conformes sur la teneur en poussières - Concentration gaz sec et sans correction 0,42 mg/m³ au lieu des 40 mg/m³ maximum autorisés. Suite aux travaux engagés par l'exploitant courant 2024, lors de l'arrêt technique du site pour effectuer le remplacement intégral de l'ensemble des filtres à manche du système de dépoussiérage, les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques respectent les VLE de l'arrêté complémentaire du 26/03/2010. <ul style="list-style-type: none">• Rapport des rejets du 16/10/2025 : résultats conformes - Concentration sur la teneur en poussières gaz sec et sans correction : 11,8 mg/Nm³ au lieu des 40 mg/Nm³ maximum autorisés. L'exploitant a mis en place, depuis le changement intégral des filtres à manche en août 2024, un contrôle périodique visuel de ses installations et notamment des filtres à manche. Dès qu'un filtre à manche paraît défaillant ce dernier est automatiquement changé.
Type de suites proposées : Sans suite